

LE COURRIER DU COMMERCE

JOURNAL DES HALLES & MARCHÉS

Fondé par A. GODARD en 1874

LYON-MARSEILLE

Organe des Intérêts Commerciaux, Agricoles, Maritimes, Industriels et Financiers

LYON-MARSEILLE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LYON - 67, Cours de la Liberté - LYON

TÉLÉPHONE 31-01

Bureaux à MARSEILLE, 50, Rue des Dominicaines.
Téléphone 32-64

TARIF DES ABONNEMENTS

Pour toute la France..... UN AN 15 fr.
Étranger..... 20 fr.

Adresser un mandat-poste à l'ordre du Directeur

On s'abonne également sans frais dans tous les bureaux de poste.
Les abonnements sont reçus pour un an, se paient d'avance et partent
du 1^{er} et du 16 de chaque mois. Ils continuent jusqu'à avis contraire.

TARIF DES ANNONCES

Annonces industrielles, en 4^e page, sans contrat... 0 fr. 75 la ligne
Réclames en quatrième page..... 1 franc
Chronique troisième page..... 1 fr. 50
Chronique deuxième page..... 2 francs

Ces prix sont payables à l'avance et à Lyon.

Prix spéciaux pour Contrats à l'année

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LYON - 67, Cours de la Liberté - LYON

TÉLÉPHONE 31-01

Bureaux à MARSEILLE, 50, rue des Dominicaines.
Téléphone 32-64

S'adresser à Lyon pour tout ce qui concerne les Abonnements, la Rédaction et la Publicité à M. L. GODARD, Directeur-Rédacteur en chef

Que va-t-on faire ?

Les Vœux du Commerce des Grains

Le Syndicat des négociants en grains et fourrages de la Drôme et de l'Ardèche, nous adresse un extrait de la délibération qu'il vient de prendre :

Le Syndicat réuni en assemblée générale le 18 juillet 1916 :

Considérant qu'il importe pour le bon ravitaillement de la population civile que les plus grandes libertés et facilités soient laissées pour les transactions commerciales, tout en veillant à ce que le cours des marchandises reste dans une juste limite; Considérant que pour les pailles et fourrages les indécisions ont des effets de prix trop sensibles de l'une à l'autre, attendu que celles de l'Ardèche (et de Vaucluse) paient par leurs commissions de ravitaillement deux francs à deux francs cinquante centimes de plus que celle de la Drôme;

Considérant en outre que pour l'avoine, l'écart de prix de deux francs entre l'achat à la culture et la vente à la consommation est absolument insuffisant et presque en totalité absorbé par les frais de transport par chemin de fer et les commissions; qu'il y a toujours entre la production et la consommation au moins deux intermédiaires indispensables, celui de la région du producteur et celui de la région du consommateur, qu'il faudrait que cet écart soit au moins doublé pour que chacun y trouve la juste rémunération de son travail, sinon les transactions en souffriront;

Considérant aussi que la taxe du son est mal établie, attendu qu'elle ne laisse aucun bénéfice à l'intermédiaire indispensable, car la minoterie ne peut pas écouler tous ses produits aux consommateurs de sa région immédiate;

Emet le vœu :

Que les transactions commerciales et la circulation des denrées soient absolument libres;

Que des prix maximum soient établis pour empêcher la hausse excessive;

Que le matériel roulant soit plus équitablement réparti entre toutes les gares;

Que les prix des achats de l'intendance soient à peu près uniformes entre les départements limitrophes;

Qu'il y ait pour l'avoine et pour le son une marge de prix suffisante entre la production et la consommation, permettant de faire ressortir les frais de transport et le légitime bénéfice des intermédiaires que la vente soit obligatoirement au poids net pour les marchandises vendues non logées;

Que l'évaluation de la récolte des céréales soit faite par le contrôle des carnets des entrepreneurs de battages, chose pratique et qui donnera des résultats précis.

Le Président : Louis du SERT. Le Secrétaire général : Louis DUGAND.

COMITÉ NATIONAL

DES

GRAINS, FARINES ET FOURRAGES

Une réunion des Présidents des Syndicats des Grains de France

Lettre envoyée à tous les présidents de Syndicats de Grains de France :

Paris, le 20 juillet 1916

Monsieur le Président,

De tous côtés, le commerce des grains se préoccupe du régime qui lui sera fait pendant la prochaine campagne, et l'on nous demande de prendre l'initiative d'une convocation, à Paris, de tous les présidents de Syndicats de grains de France. Nous le faisons volontiers.

Les intéressés étudieront en commun le meilleur moyen d'obtenir des Pouvoirs publics que — la part la plus large étant d'ailleurs faite aux circonstances exceptionnelles que nous traversons — le commerce ne soit pas sacrifié, annihilé comme il l'a été pendant la campagne qui finit.

La réunion aura lieu le mercredi 26 juillet, à 4 heures dans la grande salle du Syndicat Général, à la Bourse de Commerce de Paris.

Nous formulons l'espoir que votre Syndicat s'y fera représenter.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

Le Président : Edouard GILLET.

COMITÉ NATIONAL

DES

GRAINS, FARINES ET FOURRAGES

Par application de l'arrêté ministériel

du 7 avril 1877 les abonnements au

journal peuvent être pris dans tous les

bureaux de poste de France, Algérie,

Tunisie, sans frais.

A Propos de la Proposition de loi Victor Boret

La Réorganisation du ravitaillement et le Recensement des denrées alimentaires

Nous avons demandé à nos lecteurs de nous faire connaître leur avis sur la proposition de loi déposée par M. Victor Boret et que nous avons publiée in-extenso dans notre numéro du 1^{er} juillet.

Voici deux des réponses reçues :

Monsieur le Directeur du Courrier du Commerce,

Lecteur assidu de votre journal, le temps seul m'a empêché, bien à regret, de répondre à votre enquête sur les erreurs du passé et les solutions de l'avenir.

Dans votre numéro du 1^{er} juillet dernier, j'ai pris connaissance de la proposition de loi de M. Victor Boret, député de la Vienne, tendant notamment au recensement des ressources alimentaires.

En ce qui concerne la statistique agricole, l'exposé des motifs est on ne peut plus exact. Pour ne parler que des communes, c'est presque toujours le secrétaire de mairie, soit l'instituteur, qui remplit, à vue de pays et au petit bonheur, le registre des cultures et les tableaux communaux. Dans de telles conditions, ces statistiques sont forcément erronées.

La déclaration des récoltes et du bétail constitue, à mon humble avis, le seul moyen pratique d'arriver à une détermination exacte. Elle peut se faire et sera acceptée par les assujettis sans trop de difficultés.

On a, du reste, des précédents. Les viticulteurs sont bien soumis à la déclaration et personne ne s'en plaint. Cette mesure a même rendu de réels services aux producteurs comme aux consommateurs et aussi, en ces derniers temps, à la paix publique.

En effet, sous la déclaration de récolte et les statistiques des entrées et sorties de la régie indiquant ainsi avec précision les stocks existants, le vin n'aurait jamais pu se vendre aux cours actuels qui sont très élevés malheureusement pour les acheteurs mais qui ne sont pas même rémunérateurs pour la majorité des vignerons.

Dans la zone franche de la Haute-Savoie, par suite des exigences et des moyens de contrôle requis par les douanes suisses et françaises, la déclaration des principales récoltes et du bétail est obligatoire depuis de nombreuses années, pour pouvoir exporter librement ensuite en France et en Suisse.

Les populations des arrondissements de Bonneville, Saint-Julien et Thonon font déjà les déclarations prévues par le projet de loi Boret et ne s'en portent pas plus mal.

Pour plus de sincérité, comme cela se pratique dans les mairies où les déclarations de vin récolté sont affichées, les questionnaires conservés par le maire devraient être classés par ordre alphabétique et chaque propriétaire de la commune devrait pouvoir en prendre connaissance. La crainte du contrôle public assurerait encore plus de précision dans les chiffres donnés.

Je vous laisse le soin de publier cette lettre dans votre estimable journal, si vous en reconnaissez l'utilité.

Agitez, etc...
Un Savoyard de la Zone.

Monsieur le Directeur du Courrier

du Commerce,

Vous demandez l'avis de vos lecteurs au sujet de la proposition Boret. Voici le mien :

— La proposition de loi de M. Boret et de plusieurs de ses collègues, répond à une nécessité. Il n'est personne — je pense — à l'heure actuelle qui puisse défendre le système des achats de l'intendance, par l'intermédiaire des commissions de ravitaillement.

Au début de la guerre, le fonctionnement desdites commissions pouvait s'admettre, alors qu'il s'agissait d'expédier d'urgence ce qui manquait dans certaines places fortes ou camps retranchés. Mais aujourd'hui que tout achat va à la Station Magasin la plus proche pour être réparti ensuite aux troupes du front, il serait intéressant de connaître les frais nécessaires pour un bovin ou un quintal de paille, du foin, en y comprenant les transports.

Avec les taxes existantes et loyalement appliquées, c'est-à-dire en laissant l'écart suffisant pour les transports et bénéfices normaux du commerce, on pourrait par des adjudications faites dans des centres appropriés ou en confiant les achats aux commerçants non mobilisables, grouper tous les produits nécessaires aux armées et à la population civile des grands centres. La circulation n'étant autorisée que pour les marchandises de service général du ravitaillement, et les autorisations n'étant accordées qu'à ceux qui fourniraient à l'intendance une quantité équivalente à celle qui devrait être expédiée, en majorant les prix de la taxe à la culture de 0,30

à 0,75 pour les frais du commerçant, il n'y aurait pas à redouter de surenchères et les plus malins n'auraient pas à espérer des cours supérieurs à ceux établis, ni à tenter de spéculation.

Il y a certainement quelque chose à tenter dans le sens de la proposition Boret, et je lui donne sans réserve toute mon approbation.

Un Abonné de l'Allier.

Chronique Maritime

UNE GROSSE FAUTE

Nous avons reçu de nombreuses lettres de meuniers et meunières notamment relatives à la question des sursis en minoterie. L'abondance des sujets d'actualité que nous avons à traiter dans ce journal ne nous a pas permis d'insérer jusqu'à présent les communications que l'on a bien voulu nous faire parvenir.

Dans notre désir d'impartialité, nous publions aujourd'hui la lettre ouverte dont l'insertion nous est demandée par l'un de nos abonnés, meunier actuellement mobilisé. Elle résume l'ailleurs la plupart des doléances dont nous avons eu l'écho.

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, Paris.

Je viens de lire avec le plus grand intérêt dans le « Courrier du Commerce », la circulaire que vous avez adressée à vos inspecteurs, au sujet des sursis en boulangerie.

Je désirerais également appeler votre attention sur une autre catégorie professionnelle de mobilisés qu'il serait logique, à mon sens, de faire bénéficier des mêmes avantages en ce qui concerne l'attribution des sursis. Je veux parler des meuniers. Comme tel, permettez-moi de vous signaler la situation créée à un certain nombre d'entre eux. Si la guerre a eu des conséquences néfastes pour la généralité des citoyens, il semble que ceux-ci entre autres aient été plus particulièrement éprouvés.

Ainsi que vous le savez, tous n'ont pas participé au bénéfice des dispositions prises en faveur d'eux au début des hostilités. Certains meuniers, choisis parmi les plus en vue, ont été renvoyés aussitôt pour exercer leur profession, mais d'autres, par contre, malgré leurs demandes répétées, se sont toujours heurtés à un refus systématique de la part de l'autorité civile ayant qualité pour prononcer. Il semble bien que les raisons ayant motivé leurs échecs successifs soient d'ordre moins professionnel que privé. Le plus défectueux de cette méthode, c'est que depuis bientôt deux ans, nos moulins chôment, tandis que ceux de nos confrères plus favorisés, quoique souvent d'importance moindre et payant une patente plus réduite, continuent à bénéficier, à notre détriment, des mêmes prérogatives et cela sans qu'ils encourrent aucun risque, n'ayant à recueillir que tous profits.

Nous voudrions, Monsieur le Ministre, pouvoir espérer qu'un terme sera bientôt apporté à un aussi pénible contraste. Depuis vingt-deux mois bien révolus, les meuniers dont je vous expose le cas, accomplissent leur devoir sans relâche et partagent les fatigues, les privations, tout comme les périls du métier. Ils ont droit à l'heure présente de faire entendre leurs doléances et d'en appeler auprès de vous, d'une situation qui leur paraît injuste. Ils vous demandent de faire pour eux ce que vous avez fait pour les boulangers, c'est-à-dire que vous preniez des mesures pour organiser la relève des meuniers professionnels n'ayant pas encore obtenu de sursis depuis le début de la guerre et que vous assuriez leur remplacement par des mobilisables de leur profession se trouvant en sursis et n'ayant fait qu'un temps de service restreint.

Ils formulent en outre le vœu que dans certains bureaux où les demandes sont adressées pour qu'il soit statué sur leur cas, l'arbitraire cesse de régner au mépris du bon droit, du moins en ce qui concerne la dévolution des sursis. La contribution de guerre, telle qu'elle se présente à nous par suite des circonstances actuelles, est en voie de devenir une charge vraiment trop lourde. Nos affaires sont toutes restées en souffrance; notre matériel se dilapide et nos ressources périclitent, les frais généraux continuant à courir sensiblement aussi élevés qu'en temps d'exploitation.

Lorsqu'après la guerre, nous aurons pu rentrer — peut-être — la remise en état de marche de nos moulins ne pourra s'effectuer qu'après une période de temps assez laborieuse; de plus, il y aura toutes chances pour que nous trouvions au retour notre clientèle disparue en sa presque totalité, accaparée qu'elle aura été par nos concurrents directs, qui auront pu, tout à leur aise, mettre ainsi notre absence à profit.

Suivant la juste expression dont vous vous êtes servi, dans votre circulaire, il ne faut pas que les sursis puissent être considérés comme consacrant au profit des uns, au détriment des autres, soit des inégalités, soit des faveurs personnelles indéfinies. Nous exprimons donc le désir que vous preniez à notre égard d'un même sentiment de justice, ayant nous aussi à revendiquer les mêmes droits. Nos intérêts ont assez souffert; d'autres part contre nous ont encore contribué qu'ils dans une trop faible mesure aux charges comme aux privations causées par la guerre. Il est temps d'y apporter remède. Ayez une pensée, Monsieur le Ministre, pour ceux qui, jusqu'aujourd'hui, se sont vus interdire l'accès d'une mesure qui a été prise pour la collectivité et non à l'avantage des uns, à l'exclusion des autres. Rendez-nous, c'est notre tour — à notre usine, à notre clientèle; vous ferez ainsi œuvre de réparation et de justice et le pays avec nous, vous en sera reconnaissant.

Veuillez agréer, etc...

E. DENHAM.

Les Marchés de viande

du premier trimestre 1916

Le « Journal de la Boucherie » de Toulouse, de notre confrère Saint-Agué, publie la note suivante :

« Nous sommes en mesure d'informer nos lecteurs intéressés qu'à la suite des nombreuses réclamations adressées au ministre de la guerre, sollicitant une allocation sur le prix des fournitures de viande fraîche, le marché ayant été conclu avant le 20 décembre 1915, date de la réquisition, le ministre de la guerre a décidé d'accorder une allocation supplémentaire égale à la différence entre les sommes qui ont été payées par les collecteurs principaux des viandes, au tarif ministériel, pour les abats de la période des dits marchés et des cours de la dernière vente publique de Toulouse (ou d'ailleurs), diminués des déductions conformes aux usages locaux pour croûtes, mortelles, conteneurs ou autres défectueux et sous la réserve que tout intéressé pourra justifier par ses livres ou tout autre moyen équivalent le nombre de peaux correspondant à l'exécution du marché de fourniture de viande.

« La justification à établir comprend les cours provenant de l'abatage du 5 janvier 1916 à l'expiration du marché. »

Des renseignements que nous avons

puisés à source officielle, il n'y aurait pas une décision générale et de principe prise par le ministre, mais seulement un certain nombre de cas d'espèce solutionnés favorablement.

LE PRIX DU BLE

La commission de l'agriculture de la Chambre a entendu M. Clémentel, ministre du commerce, sur les propositions de MM. Victor Boret et Gosnier, relatives à la fixation du prix du blé à 32 francs, et au recensement des ressources du pays.

GRAINS ET FARINES

Marché de Lyon

Vendredi 21 juillet.

La température s'est heureusement améliorée et si la chaleur persiste encore quelques jours, elle favorisera grandement la moisson. Il en est bien besoin car en ces dernières semaines les perspectives se sont beaucoup amoindries du fait des pluies. La récolte des blés, particulièrement, sera jalouse, car à côté de beaux champs on en rencontre de clairs et envahis par les mauvaises herbes.

Le ministère de l'agriculture vient de publier une estimation rectifiée des superficies ensemencées. La voici : blés, 5.222.610 hectares, contre 5.223.128 en 1915; méteil, 1.015.583, contre 1.040.084; seigle, 925.210, contre 1.039.810; orge, 618.125, contre 671.417; avoines, 3 millions 187.400, contre 3.375.579.

Les affaires à notre marché restent toujours peu actives. Il y a plus d'acheteurs que de vendeurs et, d'une façon générale, la marchandise disponible est absorbée localement au fur et à mesure des battages.

Il est à remarquer que cette année, particulièrement, il y a, sauf pour le Midi, de grands retards dans les récoltes.

BLES. — La coupe des blés touche à sa fin dans tout le Sud-Est, mais dans d'autres régions elle est à peine commencée. Toutefois les transactions auraient certainement repris de l'ampleur dès que les battages se seraient un peu généralisés, si la liberté était rendue au commerce. On ne semble guère vouloir entrer dans cette voie, puisqu'on nous apprend que la sortie des blés du département du Gard vient d'être interdite par arrêté préfectoral. Cela, il est vrai, peut faciliter la minoterie locale qui redoute les difficultés d'approvisionnement.

En blés vieux, il n'y a plus que de rares offres de la Beauce vers 34,10 départ. En blés nouveaux du Midi, les offres sont de plus en plus parcimonieuses. Les tuzelles saisies et aubaines buissons sont rarement obtenables au-dessous de 34 fr. et certains vendeurs demandent jusqu'à 34,50 départ. La Drôme a annoncé des envois sous peu de blés vieux et de tuzelles saisies qui sont tenus à 34,50 départ. On pense avoir dans quelques jours des offres de la région lyonnaise. On ne parle pas encore du Bourbonnais où l'on est en retard de quinze jours sur une année ordinaire.

On cote :

Blé du rayon Lyonnais-Dauphiné-Rhône	34
Les 100 kilos rendus Lyon ou parité.	
Blés vieux Eure-et-Loir	34 .. 34 25
Blés nouveaux du Midi : tuzelle jusqu'à 10 août	34 .. 34 25
Aubaines buissons expéd. jusqu'à 10 août	33 75 34 ..
Les 100 kilos départ.	

FARINES. — On cote :

Farines 77 % de taxe officielle	43
Les 100 kilos rendus en boulangerie, toile facturée et reprise.	

ISSUES. — Les sons et recoupes sont toujours bien recherchés. Les meuniers de notre place vendent au prix de la taxe mais la livraison juillet et août est un peu épuisée.

On cote :

Sons trois oses	16 50
Sons uns	16 50
Les 100 kilos départ des usines.	

SEIGLES. — Toujours pas de seigles nouveaux sur notre marché. On a fait de petits lots de seigles vieux du Rhône (à la Loire, à 31 fr. départ. En Bretagne où la marchandise s'épuise, on fait un peu de hausse et certains vendeurs demandent jusqu'à 31 fr. départ.

On cote :

Seigles du Rhône et de la Loire	31 .. 31 25
Seigles du Centre	31 .. 31 25
Seigles Bretagne	30 50 30 75
Les 100 kilos départ.	

AVOINES. — Les offres d'avoines sont plus nombreuses; néanmoins, les battages étant très longs, il y aura du retard dans les expéditions. On commence à parler de l'avoine nouvelle du Centre et l'on donne le prix de 35 fr. pour la livraison juillet. Naturellement, il ne se fait rien au prix de la taxe.

On cote :

Avoines vieilles	40 .. 42 ..
Avoines nouvelles Midi	39 .. 39 ..
Avoines nouvelles Midi liv. août	38 .. 38 ..
Les 100 kilos départ.	

ORGES. — Les malteurs demandent à ce que l'on accorde des facilités d'exportation de l'orge de nos colonies et se prononcent contre la taxation de ce grain. Dans ce but, les malteurs français viennent de se grouper en une chambre syndicale.

On offre des escourgeons de Beauce, du Berry, du Poitou et des Charentes nouveaux, livraison août-septembre à 38,50; 4 ou 6 de septembre à 38 fr. Les orges du Midi maintiennent leur prix, malgré cela, et il faudrait payer 40 fr. départ pour les orges et paumelles.

MAIS. — On offre par Bordeaux des jaunes Plata flottant à 37,50, embarquement juillet à 37 fr., 4 de septembre à 37 fr. logé origine quai. Par Marseille, jaunes Plata, embarquement juillet, à 37,50, jaunes Indo-Chine disponible à 36,50, blancs Indo-Chine à 32 fr. les 100 kilos logé origine caf.

SARRASINS. — Hausse très rapide, marchandise introuvable. On tient : sarrasins de Bretagne, 32,50 à 33 fr. les 100 kilos nus départ.

Par application de l'arrêté ministériel du 7 avril 1877 les abonnements au journal peuvent être pris dans tous les bureaux de poste de France, Algérie, Tunisie, sans frais.

Marché de Marseille

Jeudi 20 juillet.

GRAINS GROSSIERS. — Marché ferme. Les Plata sont bien demandés, mais malheureusement le rapproché est excessivement rare. La situation est bonne en général pour tous les articles.

MAIS. — Nous pratiquons disponible : Annam jaunes piqués, 39 fr.; Annam petits grains, 39,50; Égypte jaunes, 38,75; Égypte blancs, ronds, 37,50; Égypte blancs plats, 36 fr.; Indo-Chine blancs piqués, 35 fr.

En livrable, on offre : livraison septembre-octobre Plata jaunes nouveaux, 39 fr.

Orges et Paumelles de Pays, 38 à 40 francs nus, départ Provence.

Caroubes d'Espagne, 32,50 logé Marseille.

Fèves Tunisie, 36 fr.; Maroc, 34,50 logé quai Marseille.

Sarrasins de pays, 40 fr. logé voie ferrée.

J. MALLARD, courtier-représentant, 10, rue Pavé-d'Amour, MARSEILLE. — Grains, Blés, Issues, Farines.

ISSUES. — Marché toujours ferme.

Nous cotons : son rouge tendre, 16,50; repasse rouge tendre, 16,50 les 100 kilos nus, pris aux moulins.

Son dur, 15,50 et repasse dure, 16 fr. les 100 kilos nus, rendus gare Marseille.

Auguste PFISTER, courtier, 32, rue Paradis, Marseille. — Tél. 48-61. — Grains, farines et issues.

Arrivages de Blés et Farines

du 15 au 20 juillet

Samedi 15 juillet

De Rabat, vapeur *Rebia*, avec 4376 sacs blé transit; de Saffi, vapeur *Mourthe*, avec 170 sacs blé; de Kurrachee, vapeur *Alecia*, avec 6650 quintaux blé transit; de Philippeville, vapeur *Ville de Madrid*, avec 440 balles semoule, 20 dito, 175 dito, 30 dito, 25 dito, 30 dito, 130 dito, 20 dito, 20 dito, ordre.

Lundi 17 juillet

De Bahia Blanca, vapeur *Sweethope*, avec 4.457.950 kilos blé, 2106 sacs blé, ordre; de Kurrachee, vapeur *City of Exeter*, avec 3000 sacs blé, rali; de New-York, vapeur *Ville de Paris*, avec 500 sacs farine, W. P., 500 sacs dito, tanner, 1200 dito, 1433 dito, 3461 dito, 597 dito, ordre.

Mardi 18 juillet

De Soussou, vapeur *Mansouara*, avec 400 sacs gros son, ordre; de Philadelphie, vapeur *Arvidne Irene*, avec 6300 tonnes blé, ordre; de Buenos-Ayres, vapeur *Vasilef Constantinou*, avec 7038 tonnes blé, Ste Suisse, 666 sacs blé, Ste Suisse.

Marché de Paris

mercredi 19 juillet.

Le marché n'a toujours guère animation restreinte, car les affaires sont presque nulles. On commence à offrir des grains fourragères. La fermeté est un peu plus grande sur les blés et les sarrasins.

Blés. — Le commerce des blés est toujours très réduit, car il ne se traite presque rien sur l'ancienne récolte et il ne se fait pas d'offres de la nouvelle. Les blés du Midi disponibles pour la mouture sont absorbés localement. Bien que la demande soit modérée, cette pénurie d'offres motive une tendance ferme.

On cote :

Blé Seine-et-Marne, Eure-et-Loir	34 .. 34 25
Blé-Loiret, Deux-Sèvres	33 75 34 ..

• Les marchés des Etats-Unis ont été animés cette huitaine. Les cours ont haussé sensiblement pendant les premiers jours, sur les achats des maisons de commission motivés par des nouvelles défavorables de la récolte, et par suite d'une bonne demande pour l'exportation. Après une réaction provoquée par des réalisations, la tendance est devenue plus faible; la clôture est calme. Il en est pas précisément ainsi sur notre place, où l'on note à la suite de récents achats, une nouvelle fermeté.

Australie embarquement flottant, 39 à 40 fr.; Walla Biusten, embarquement flottant, 38 à 39 fr.; n° 1 North-Mamola, juillet-août, 38 à 39 fr.; n° 2 North-Mamola, juillet-août, 37 à 38 fr.; n° 2 Hardwinter, juillet-août, 36 à 37 fr.; n° 2 Hardwinter (nouvelle récolte), septembre, 37 à 38 fr.; Plata 77 kilos vapeur, juillet, 38,50 à 39,50; Plata 77 kilos voilier, juin, 38 à 39 fr.

Farines. — Situation et prix sans changement. Les farines de la boulangerie du camp retranché de Paris valent toujours 65 fr. le gros sac. Demande assez bonne mais offres insuffisantes. On cote : 44 fr. les 100 kilos nus et 45 fr. logés départ des usines.

Issues. — Au prix de la taxe, soit 16,50 la marchandise est presque introuvable. La fabrication est réduite.

Seigles. — On essaye quelques affaires en seigles nouveaux de Champagne à 29,75 départ livraison août et à 29,50 à livrer sur les 5 ou 6 mois d'août. Il y a peu d'acheteurs car la crainte de la taxation qui pourrait bien être émise aux seigles, arrête les affaires à livrer.

En seigles vieux on cote :

Seigles Champagne	31 75 31 75
Seigles Beauce-Loiret	31 75 31 75
Seigles rayon de Paris	30 75 31 ..
Seigles Bretagne	30 .. 30 25
Seigles Oise, Somme	30 75 31 25

Avoines. — La nouvelle récolte s'annonce bien mais les affaires sont toujours paralysées par la taxe. Il y a des offres d'avoines à livrer autour de 31 fr. les 100 kilos départ.

Les avoines d'Amérique valent de 32,50 à 33,50 sur embarquement juillet-août, et à 31,50 à 32 fr. sur embarquement septembre-octobre. Les Plata 46 sont fermes, embarquement juillet de 32,50 à 33,50.

Orges. — On semble satisfait également de la nouvelle récolte. Le beau temps assurera la qualité.

On tient en orge vieille départ Sarthe-et-Mayenne, 39 fr.; Beauce Gâtinais Champagne 40 à 41 fr.; Bretagne, 36 à 37 francs.

Offres en orges nouvelles, en qualités de Beauce, Gâtinais et Champagne à 39 sur août, 38 à 38,50 sur septembre-octobre; en provenances du Poitou, des Charentes et de la Vendée, on tient 38,75 à 39 francs.

sur août; 38 fr. sur septembre-octobre; de Sarthe-et-Mayenne 38 à 38,25 sur septembre-octobre, de Bretagne, 36 fr. sur les 4 mois de septembre à décembre.

MAIS. — L'étranger est ferme et on a progressé de 3/4 de points dans la semaine. Le Plata jaune nouveau vaut en caf, suivant embarquement, de 34,75 à 35 fr. On cote en livrable : Havre juillet, 35 fr.; août, 38,75; 4 de septembre, 38,50; logés en sacs de location, Bordeaux août, 37,25; 4 de septembre, 37 fr.; logé quai mise en wagon et camionnage en plus.

L'Égypte blanc vaut 35,25 logé wagon Marseille, en disponible, l'Indo-Chine blanc 35 fr.; mêmes conditions.

On cote en dernier lieu, en caf : Plata flottants 35,25 à 35,75; juillet-août de 34,50 à 35,50; septembre, de 34 à 34 fr.; Amérique juillet-août, de 34 à 35 francs.

Sarrasins. — La hausse fait de rapides progrès, la marchandise se raréfiant de plus en plus. On cote :

Sarrasins de Bretagne 31 75 32 ..

Sarrasins Normandie, Man- 32 50 ..

Les 100 kilos nus départ.

Sur la prochaine récolte il y a vendeurs à 25,25 et 25,50 pour les 4 d'octobre et 26 francs pour les 6 d'octobre.

M. Armand Basset

C'est avec une peine profonde que nous avons appris le décès de M. Armand Basset, rédacteur en chef au Progrès de Lyon.

Depuis plusieurs mois, M. Basset luttait contre un mal implacable qui est venu le terrasser sans que la propriété de Décines où il s'était retiré il y a quelques jours seulement, M. A. Godard, fondateur du *Courrier du Commerce*, ancien maître de Décines et ami personnel du défunt, assistait à ses derniers moments.

Armand Basset était né le 20 décembre 1854, à Revel-Tourdan (Isère). Il débuta comme journaliste au *Reveil du Dauphiné*, à Grenoble et en 1883 il fut appelé à Lyon par M. Léon Delarocque, Directeur du *Progrès*, qui, à partir de 1885 lui confia le secrétariat de la rédaction. En 1898 il fut nommé rédacteur en chef.

Très estimé par ses collègues qui appréciaient la droiture de son caractère, il lui confèrent le poste de Président de l'Association de la presse quotidienne lyonnaise.

Il jouissait également d'une grande autorité dans les milieux officiels et politiques de gauche. Il était officier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, chevalier de la couronne d'Italie.

Ses obsèques ont eu lieu jeudi à dix heures à Décines. Tous les membres de la presse lyonnaise et la plupart des notabilités de Lyon et de la région y assistaient. Le char funèbre disparaissait sous les couronnes et un autre char, tout nécessaire pour porter toutes celles qui avaient été envoyées.

Nous avons remarqué celles de la famille, celle de MM. Léon et Henri Delarocque à « leur ami et collaborateur Armand Basset »; celles de la rédaction; de l'administration et des chefs de services; de la publicité, de la composition, d'échelle et relatives, de services d'expédition et de vente du *Progrès*.

Celles des parlementaires républicains du Rhône à « leur ami regretté Armand Basset »; de l'Association des journalistes de la presse quotidienne lyonnaise à « son président »; du Syndicat de la presse républicaine départementale, du Préfet d'Homère; de M. le conseiller Moyet, de M. Galland; de MM. Alexandre et Louis Godard et Godard; de Mme et M. Félix Deloger, du docteur Gabriel Bourgeois; de M. Paulfey, de M. Michallet; de la veuve du regretté colonel Bourdon, intime ami du défunt, etc., etc.

M. Berthet, gendre du défunt, sous-préfet de Belley; le jeune Armand Berthet, petit-fils du défunt; M. Francis Perret, sous-préfet de Gannat; Mme Berthet, née Henriette Basset; M. Albert Basset; M. Basset; MM. Henri Delarocque, co-directeur, et Aimé Roche, secrétaire de la rédaction du *Progrès*, conduisaient le deuil.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Cazeneuve, sénateur du Rhône, Victor Gourraud, rédacteur au *Progrès*; Moine, chef du personnel du *Journal*; Alfred Faure, ancien député; Clapot, vice-président de l'Association des journalistes de la presse quotidienne lyonnaise, rédacteur en chef du *Lyon Républicain*, et Alexandre Godard, ancien maître de Décines, fondateur du *Courrier du Commerce*.

Suivant l'expresso volonté du défunt aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe.

• Ce deuil nous frappe particulièrement en raison des nombreux liens d'amitié qui unissent la famille de notre directeur à celle de M. Armand Basset.

A Mme Vve Armand Basset, à ses filles, Mme Berthet, née Henriette Basset, M. Basset; M. Berthet, sous-préfet de Belley, à la Direction, à la Rédaction et à l'Administration du *Progrès*, nous présentons l'expression de nos plus sincères condoléances.

Adjudications, Ventes

ET ACHATS PUBLICS

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Pain de troupe à la ration

Résultats

Draguignan (Var), 15 juillet. — Concours restreint pour la fabrication de pain de troupe; durée du marché du 1^{er} août au 31 octobre. Adjudicataire : M. Itier, à 0,025 le kilo.

Fourrages à la ration

Résultats

Foix (Ariège), 12 juillet. — Fourniture de fourrages à la ration dans la place de Foix. Adjudicataire : M. Maury, négociant à Foix, aux prix suivants : foin, 8,50; paille alimentaire, 7,50; avoine, 31,40; orge, maïs, 41,25.

Substances Militaires

Aviz

Casablanca (Maroc). — 14 août, à 9 heures, à la 1^{re} sous-intendance militaire de Casablanca, adjudication publique sur soumissions cachetées de la fourniture des denrées ci-après : lait stérilisé, 50.000 litres.

Les échantillons de lait stérilisé devront parvenir à l'officier d'administration gestionnaire du magasin central des

substances militaires à Casablanca, pour le 6 août 1916 au plus tard.

Les cahiers des charges déposés dans les bureaux des sous-intendants militaires chargés du service des substances à Casablanca, Alger, Orlan, Paris, Marseille, Bordeaux et Nantes.

En cas d'insuccès, réadjudication sans nouvel avis le 28 août.

MARCHÉ AUX CHEVAUX

Paris, 19 juillet. — Chevaux amenés 313; vendus 240 de 230 à 529 fr.; ânes amenés 2; vendus 1 à 115 fr.; essais 20 chevaux; vendus aux enchères 3 de 420 à 650 francs; prix de la viande de boucherie de 0,50 à 0,60 la livre au poids net.

COURS DES CHANGES

Jeudi 20 juillet.

A Paris. — Londres, 28,105 à 28,155; Norvège, 1,65 à 1,69; Danemark, 1,645 à 1,685; Portugal, 4,05 à 4,25; Espagne, 5,96 à 6,02; Pérou, 1,775 à 1,835; Hollande, 2,43 à 2,47; Suède, 1,65 à 1,69; Italie, 91 à 93; Suisse, 110,50 à 112,50; New-York, 5,875 à 5,935.

A Genève. — Aux changes tendance plus faible : Paris 89,65 à 89,75 (à 0,20). Italien 82,85 (à 0,07). Londres 25,23 à 25,29 (à 0,02). Hollande 219,75 (à 0,25). Allemagne 94,30 (à 0,45). Autriche 65,25 (à 0,45). New-York 6,25 à 5,31 (à 0,01).

PAILLES-FOURRAGES

Lyon, 20 juillet. — Pailles. — C'est toujours le même marasme, d'autant plus que les moissons empêchent la culture de s'occuper des expéditions.

On cote nominativement, à la tonne, sur wagon départ des régions d'expédition :

Paille froment litère, Forez, Velay, Auvergne	60 65
Paille froment aliment, Forez, Velay, Auvergne	72 75
Paille seigle déau et machinée, Velay, Auvergne	85 82
Paille seigle déau triée, Forez-Velay, Auvergne	115 120

Foins. — Situation sans changement, les besoins sont pressants, et les acheteurs paieraient de hauts prix pour obtenir de la marchandise, mais l'offre est nulle, et on cote nominativement, sur wagon gare départ des régions d'expédition :

Foins pressés, Doubs, Jura,	100 110
Foins pressés, Forez-Velay,	105 110

Paris, 19 juillet. — Les besoins sont si grands que malgré un approvisionnement assez important, les prix conservent toute leur fermeté, sans hausse nouvelle toutefois.

Luzerne vieille, 1^{re} qualité, de 75 à 85 fr.; 2^e qualité, de 70 à 75 fr.; luzerne nouvelle, de 72 à 75 fr.; de 65 à 70 fr.; foin vieux, de 80 à 85 fr.; de 75 à 80; foin nouveau, de 65 à 70 fr.; de 60 à 65 fr.; sainfoin, de 68 à 70 fr.; de 65 à 68 fr.; paille de blé, de 75 à 80 fr.; de 70 à 75 fr.; paille d'avoine, de 55 à 60 fr.; de 52 à 55 fr.; paille de seigle, de 42 à 48 fr.

(Les 104 bottes de 5 kilos environ, franco dans Paris).

Marseille. 20 juillet. — Marché en change. Nous cotons : foin Crau premier coupe 12,25; ordinaire des Bouches-du-Rhône, 11,25; luzerne deuxième et troisième coupes 12,25; Basses-Alpes 11 francs; paille blé battueuse alimentaire 6,50; rouleur 7,25; litère 5,50; la tout aux 100 kilos nus départ.

PAQUELET (maison Moussier), courtier, Lyon, 5, rue de la Barre, 5, Lyon.

J. Mallard rep., 40 r. Pavé-d'Amour Marseille

GRAINES FOURRAGÈRES

Paris, 20 juillet. — Il s'est traité quelques affaires en trèfles incarnats et on a payé jusqu'à 135 fr.; mais les transactions ont été minimes. On a peu d'opérer vu les quantités qui ne sont pas belles et les prix élevés. Jusqu'à présent peu de marchandises offertes et avec les difficultés du battage on ne peut pas bien se rendre compte de ce qui doit être la récolte.

En tout cas les belles qualités seront rares et s'il y a de la demande, forcément les hauts prix se maintiendront.

Pierrelatte (Drôme), 20 juillet. — On cote : graine de sainfoin simple, 32 à 34 fr.; vesces, de 25 à 28 fr. les 100 kilos.

POMMES DE TERRE

Lyon, 20 juillet. — On traite toujours en provenance de Bretagne, certains rayons donnent toute satisfaction quant à la maturité, alors que d'autres, qui se traitent d'ailleurs à meilleur compte, laissent à désirer sous ce rapport.

L'offre manque d'Auxonne, les moissons gênant la culture.

Offres assez suivies de Cavaillon toujours vers les mêmes prix.

Le Poitou commence à offrir, pour expédition premiers jours d'août. La Drôme compte commencer vers la même époque.

On cote aux cent kilos, sur wagon gare départ des régions d'expédition :

Hollandes, Cavaillon	21 22
Early roses, Cavaillon	21 24
Jaunes rondes Cavaillon	18 20
Fin de siècle, Bretagne	13 15
Early rose, Poitou	18 20

PAQUELET (maison Moussier), courtier, Spécialisé en pommes de terre, semence et consommation.

Lyon, 5, rue de la Barre, 5, Lyon.

J. MALLARD, représentant, MARSEILLE

— Pommes de terre, Fourrages et Pailles

